

raître, en quelques années, la dette publique épouvantable qui écrase la population et qui fait payer à la nation des taxes et des impôts incommensurables qui la révoltent. Monsieur le président, ce sont ces taxes et ces impôts qui révoltent la population. Au fait, on n'a qu'à regarder ce qui se passe pour se rendre compte jusqu'à quel point la population est révoltée. Si nous avons, à la grandeur du Canada, tant de grèves qui ne finissent plus—après une grève, c'est une autre; on n'a pas le temps d'en régler une qu'il y en a dix autres qui se déclenchent—c'est parce qu'il y a du mécontentement. Personne ne se préoccupe de régler le problème économique.

Monsieur le président, lors d'une conférence fédérale-provinciale, il semble que les premiers ministres provinciaux s'évertuent à réclamer du ministre des Finances du capital, de l'action, bref, de l'argent nécessaire pour financer leur province respective, mais pas un d'entre eux, par exemple, ne réclame une réforme monétaire, parce que cela ne se fait pas. Si le ministre des Finances ne l'a pas fait, c'est parce qu'il dit qu'on est mieux de rester dans le *statu quo*, de continuer à s'endetter et à s'appauvrir. Au fur et à mesure que les Canadiens développent le pays, on permet à des institutions d'inscrire l'actif des citoyens, l'actif du pays à leur crédit et de mettre le pays et les citoyens au passif. Voilà des responsabilités dont nous n'avons pas su nous acquitter, monsieur le président.

Le capital monétaire n'est que l'expression économique du capital lui-même. La monnaie et le crédit ne sont que des expressions figuratives des biens et des services que les citoyens s'échangent entre eux. Pourquoi donc allons-nous manquer de signes, d'expressions et d'images, quand nous possédons, dans la réalité, toutes les choses en abondance?

Pourquoi irons-nous surtout, comble de l'ignorance et de l'ignominie, je dirais, demander à d'autres pays le pouvoir de créer à notre place les capitaux dont nous avons besoin? C'est pourtant notre situation actuelle. L'honorable ministre des Finances trouve peut-être cela drôle, mais cela ne sera pas si drôle quand la révolution viendra et qu'on demandera au ministre s'il a pris ses responsabilités!

Si notre pays est devenu centenaire, c'est-à-dire majeur, et si notre pays compte une population lettrée de plus de 20 millions de citoyens, il n'y a aucune raison logique qui nous force à demeurer tributaires des pays voisins et éloignés pour la simple raison de création de nos capitaux monétaires.

Nous avons, monsieur le président, nos comptables, nos banquiers, nos ministres canadiens, bref, notre Parlement, capables de fabriquer la représentation économique et monétaire ou administrative de tous les biens

privés ou publics que notre population est capable de produire. Est-ce que nous ne sommes pas capables, monsieur le président, de produire dans la pratique de nos activités matérielles, intellectuelles et spirituelles, disons culturelles, si vous le préférez? Est-ce que nous ne sommes pas capables de «contrôler» l'économie du Canada, afin que chaque citoyen puisse bénéficier normalement d'une vie agréable et d'un standard de vie raisonnable que le pays peut lui fournir?

Nous ne pouvons pas dire, monsieur le président, que la production fait défaut au Canada. La production de 1967 va s'élever à 62 milliards. Nous allons peut-être en écouler 38 ou 39 milliards, mais il en restera une vingtaine de milliards dans les entrepôts ou dans les tablettes, que nous ne trouverons pas le moyen d'écouler, parce que nous ne voulons pas prendre le moyen à notre disposition, parce que nous ne voulons pas apporter à la Banque du Canada les réformes nécessaires, parce que nous ne voulons pas apporter les solutions nécessaires pour que la Banque du Canada fasse la distribution des biens et services qui sont demandés par la population, biens et services qui ont été produits pour la satisfaction des besoins de la population. C'est un crime, à mon sens, de laisser ainsi les produits dans les entrepôts. C'est aussi un crime de laisser sans travail une partie de la population qui touche des allocations de bien-être social et des prestations d'assurance-chômage, bref, qui est payée aux dépens de ceux qui travaillent.

On vole ceux qui travaillent pour en donner à ceux qui ne travaillent pas, et c'est un crime, monsieur le président, de tolérer un état de choses semblable dans un pays où l'on pourrait si facilement redresser la situation économique.

J'aurais bien d'autres choses à dire, monsieur le président, mais je me contenterai de terminer en disant ces quelques mots.

Voilà, monsieur le président, le rôle d'une banque centrale, à l'intérieur du Canada comme à l'extérieur.

Si la Banque du Canada faisait son devoir, si elle prenait ses responsabilités, nous n'aurions pas la honte, l'humiliation et le fardeau correspondant de voir notre dollar canadien tomber en dessous de sa valeur au pair de 100 sous dans le dollar, de lui voir subir des coupures de 7 ou 8c., comme nous le voyons présentement.

Que la Banque du Canada joue son rôle total à l'égard des pays étrangers, des banques privées, du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux, à ce moment-là, tout le monde n'en demandera pas plus, tout le monde sera satisfait, et les banques privées joueront plus facilement leur propre rôle